

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

**DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE
DU CONSEIL ACADEMIQUE DE L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE
VAUCLUSE
N° CR-2018-024**

SÉANCE DU 24 MAI 2018

POINT 02

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE DU 12 AVRIL 2018**

La Commission de la Recherche, en sa séance du 24 mai 2018, sous la présidence de Monsieur Georges Linarès, Vice-Président de la Commission de la Recherche,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse modifiés et approuvés le 27 juin 2017,

Après en avoir délibéré,

La Commission de la Recherche approuve le procès-verbal de la séance réunie en formation plénière le 12 avril 2018 annexé à la présente délibération.

Vote de la Commission de la Recherche : favorable à la majorité (deux abstentions).

Membres composant le conseil : 32

Membres présents (14) ou suppléés (8) : 22

Membres absents et non suppléés : 10

Avignon, le 29 mai 2018

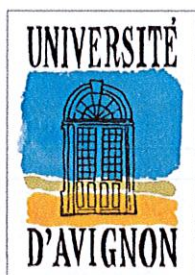
Le Président de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Philippe ELLERKAMP



UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
AFFAIRES GÉNÉRALES ET
INSTITUTIONNELLES
Campus Hannah Arendt
Site Centre-ville
74 rue Louis Pasteur – Case 44
84029 AVIGNON CEDEX 1
<http://www.univ-avignon.fr>

Transmise au Recteur, Chancelier des universités, le **05 JUIN 2018**



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE
DU CONSEIL ACADEMIQUE DE L'UNIVERSITE D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE**

SEANCE DU 12 AVRIL 2018

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
AFFAIRES GÉNÉRALES
ET INSTITUTIONNELLES
Campus Hannah Arendt
Site Centre-ville
74 rue Louis Pasteur – Case 44
84029 AVIGNON CEDEX 1
<http://www.univ-avignon.fr>

ORDRE DU JOUR

1. Informations générales
2. Procès-verbaux de la Commission de la Recherche des 8 et 22 mars 2018 pour approbation
3. Règles de répartition de la dotation Recherche pour discussion
4. Perspectives de structuration de la Recherche à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse pour discussion
5. **ADDITIF** - Etat-Région P.A.C.A. – Appel à projets ouvert pour la Culture Scientifique (APOCS) 2018 : demande de subvention régionale d'un montant de 2.000 € dans le cadre de l'organisation de la journée du Réseau « Culture scientifique, technique et industrielle » de PACA prévue à l'UAPV le 13 novembre 2018 pour avis
6. **ADDITIF** - Etat-Région P.A.C.A. – Appel à projets « Fête de la Science » (APERFET) 2018 : demande de subvention Etat-Région d'un montant de 15 000 € dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Science prévue du 6 au 12 octobre 2018 à l'UAPV pour avis
7. Questions diverses
 - Evaluation HCERES du Centre Norbert Elias (CNE) – campagne d'évaluation 2017-2018 – vague D

TABEAU DES PRESENCES

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
Président	M. ELLERKAMP			X
Vice-président	M. LINARES	X		
Collège A	Mme ARNAUD-DELABRIERE		M. MONIER	
	M. ELAZOUZI	X		
	Mme GONZALEZ	X		
	Mme JULLIAN-VINET	X		
	M. MICOLAU		M. MORAND	
	M. MONIER	X		
	M. SERRE	X		
	M. TERNAUX			X
	M. MORAND	X		
	M. DANGLES		M. LINARES	
Collège B	M. REBOUL			X
Collège C	Mme BAS	X		
	M. CLAVEL	X		
	M. DOUVINET	X		
	M. GUEYE			X
	Mme MAZZILLI		M. CLAVEL	
	Mme PAMART	X		
Collège D	M DESCAMPS	X		
Collège E	Mme COLLIN	X		
	Mme GAYRARD	X		
	M. PETITCOLAS		Mme GAYRARD	
Collège F	Mme LAURENT			X
	Mme MOSCA			X
Collège Etudiants	M. DELORME	X		
	Mme GUILLOU	X		
	M. QUILLLOT	X		
	Mme PONDAVEN	X		
Personnalités Extérieures	Mme GARNIER-RIZET			X
	Mme GAUTIER		M. LINARES	
	M. HERMES			X
	M. PEDLER			X
Invités	M. DURAND	X		
	Mme SPIES	X		
	M. TRIQUET	X		

- MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL : 33
- MEMBRES PRESENTS (18) OU SUPPLEES (6) : 24
- MEMBRES ABSENTS ET NON SUPPLEES : 9

Après vérification du quorum, Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP Recherche), ouvre la séance, il est 14h10.

1. Informations Générales

Néant.

2. Procès-verbaux de la Commission de la Recherche des 8 et 22 mars 2018 pour approbation

- ❖ La CR en formation plénière **approuve à l'unanimité** le procès-verbal de la CR du CAC du 8 mars 2018 soumis par le VP Recherche.
- ❖ La CR en formation plénière **approuve à l'unanimité** le procès-verbal de la CR du CAC du 22 mars 2018 soumis par le VP Recherche

3. Règles de répartition de la dotation Recherche pour discussion

Le VP Recherche rappelle la nécessité de reconsidérer la règle de répartition de la dotation Recherche (imprécision et/ou désuétude des anciens critères de répartition). Un groupe de travail, composé de membres de la CR et de directrices et directeurs d'unités de recherche, s'est réuni à plusieurs reprises afin d'élaborer des hypothèses de modalités de calcul en vue de les soumettre à la commission pour arbitrage. Le VP Recherche présente la proposition du groupe de travail aux conseillères et conseillers.

Trois indices ont été retenus :

a) L'indice « Coût de fonctionnement »

Il s'agit d'évaluer le coût de fonctionnement de chaque unité de recherche.

Les critères de recensement des effectifs des laboratoires sont clarifiés et simplifiés :

- l'effectif des enseignants-chercheurs (EC), chercheurs et ingénieurs de recherche titulaires publiants rattachés à titre principal à l'unité de recherche (*coeff. 2*) ;
- l'effectif de PAST/PRAG, émérites, ATER et post-doctorants qui ont une activité de recherche régulière et qui sont rattachés à titre principal au laboratoire. En ce qui concerne les post-doctorants, ceux-ci doivent également bénéficier d'un contrat d'une durée supérieure ou égale à un an pour pouvoir être intégrés à l'effectif des publiants du laboratoire (*coeff. 0,5*) ;
- l'effectif des doctorants de la structure inscrits dans une école doctorale de l'établissement. Il est à préciser qu'un doctorant à temps partiel (thèse non financée) est comptabilisé 0,75 dans la limite de quatre années de thèse. Un doctorant financé ou une cotutelle est comptabilisé(e) 1. *Le total de l'effectif des doctorants se voit affecter un coefficient de 0,5* ;
- le nombre de soutenances d'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) réalisées dans l'année civile précédant l'année budgétaire (*coeff. 1*).

L'ensemble de ces données se voit appliquer le coefficient disciplinaire établi par le Ministère.

b) L'indice « Excellence »

Il s'agit ici de maintenir une prime aux résultats, un soutien de l'établissement aux structures de recherche bien notées.

Cet indice se fonde sur les critères d'évaluation AERES : le rayonnement, la production, la gouvernance et le projet. Chaque critère se voit attribuer une note de A+ à C. Chaque note se voit attribuer le score suivant : A+ = 0,5 / A = 0,4 / B = 0,3 / C = 0,2.

Il convient de procéder à un réajustement des notes des structures de recherche selon les six critères d'évaluation du HCERES : production et qualité scientifiques ; rayonnement et attractivité académiques ; interactions avec l'environnement social, économique et culturel ; organisation et vie de l'entité ; implication dans la formation par la recherche ; stratégie et perspectives scientifiques à cinq ans.

c) L'indice « Projet »

L'objectif est de soutenir le projet de l'unité de recherche. Cette notion d'accompagnement au projet était inexistante dans l'ancienne règle de répartition.

Quatre critères ont été identifiés : l'engagement dans les axes identitaires de l'établissement ; le développement des partenariats ; le développement du rayonnement international et la politique du laboratoire hors ces trois premiers critères.

Chaque critère sera noté de A à C selon les scores suivants : A = 0,5 / B = 0,3 / C = 0,1.

Le groupe de travail propose la règle de calcul globale suivante :

$$\text{Indice total : Coût} \times \sqrt{(\text{Projet} \times \text{Excellence})}$$

Les modalités de mise en œuvre des indices « Excellence » et « Projet » doivent être précisées.

Tout d'abord, l'absence de notation HCERES pose la question de la conversion des recommandations HCERES en notes. Le VP Recherche estime qu'il devrait revenir aux directrices et directeurs de laboratoires réunis d'opérer la traduction des rapports d'évaluation et transmettre un bilan aux membres de la commission.

Par ailleurs, chaque laboratoire devra déterminer son propre projet, ses propres objectifs à la lumière des critères retenus et plus globalement de la politique d'établissement. L'examen de ces projets scientifiques pourrait également être soumis à l'examen d'une assemblée de directrices et directeurs de laboratoires. L'arbitrage final reviendrait à la CR.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres de la commission.

Un conseiller précise que s'agissant d'une enveloppe de moyens « fermée », les règles de modulation incitatives sont à nuancer. Il pose la question de la fongibilité de l'enveloppe recherche.

Le VP Recherche rappelle que l'enveloppe est réévaluée chaque année. La tendance est à l'augmentation des moyens dédiés à la recherche (hausse d'environ 10% depuis plusieurs années).

Ce même conseiller demande des précisions quant à la mise en œuvre de l'indice « Projet » en termes de charge administrative susceptible de peser sur la directrice ou le directeur de laboratoire.

Le VP Recherche précise qu'un travail initial de traduction du projet scientifique sera à produire afin de présenter un bilan synthétique aux membres de la CR. L'accent sera ensuite mis sur les moyens mis en œuvre par le laboratoire pour atteindre les objectifs fixés.

A l'issue des échanges, le VP Recherche invite les conseillères et les conseillers à mûrir les travaux du groupe de travail présentés en séance. Des ajustements pourront être opérés lors de la séance du 3 mai 2018 aux fins d'approbation de la nouvelle clé de répartition de l'enveloppe des moyens destinés à la recherche par équipe.

4. Perspectives de structuration de la Recherche à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse pour discussion

Le VP Recherche souligne l'importance d'échanger sur ce point au sein des conseils de l'Université. Il précise qu'à ce jour, si aucun projet n'a encore été arrêté, l'établissement devra se positionner au cours du prochain contrat quinquennal.

Il dresse le bilan et présente les perspectives de structuration de la recherche à l'UAPV (*cf. Annexe Point 4 – Diaporama de présentation*).

En termes de perspectives, la remise en cause de la cartographie des UMR serait contre-productive. Il apparaît opportun d'élargir les partenariats sur les axes identitaires de l'établissement. Les fédérations pourraient intégrer des laboratoires hors site avignonnais. Si les unités de recherche de l'établissement sont visibles à l'international, il y a un défaut de visibilité sur les deux écosystèmes construits autour des axes identitaires de l'UAPV. Il apparaît nécessaire d'élargir le périmètre des (S)FR de l'établissement pour attirer des financements de partenaires extérieurs tels que le CNRS ou d'autres universités. Pour ce faire, il conviendrait de solliciter des laboratoires non avignonnais qui apporteraient une véritable plus-value aux fédérations et au sein desquelles ces laboratoires trouveraient un intérêt à participer aux projets des fédérations. Cela permettrait également de dynamiser l'animation scientifique au sein de l'établissement et d'atténuer les effets de la masse critique pesant sur les réponses aux appels à projets.

Par ailleurs, le VP Recherche présente les différentes possibilités de structuration des partenariats : augmentation du soutien aux fédérations de recherche ; orientation des formations niveau master vers les axes identitaires ; structuration associative ; COS ouvert ; club des partenaires (financeurs) ; Ecole Universitaire de Recherche (EUR).

L'objectif est de valoriser les réseaux de l'UAPV afin d'ouvrir à l'expertise des laboratoires, aux différentes infrastructures techniques mises en place par l'établissement et de développer un véritable espace de travail collaboratif.

La structuration en EUR présente de nombreux atouts. Elle associe recherche et formations de niveau master et doctorat. Elle permet une implication forte des organismes de recherche dans les formations. Le modèle EUR semble bien correspondre à la façon dont l'UAPV est structurée et permettrait de franchir un seuil dans le développement des partenariats internationaux. En dépit de l'échec à l'appel à projets des EUR, l'UAPV peut tout de même opter pour ce modèle, hors financement PIA 3. Cela représenterait 1,5% du budget de l'Université.

Un membre de la commission pose la question de la conciliation entre stratégie de niches et structuration en EUR. Par ailleurs, il demande si l'échec aux EUR doit amener l'établissement à repenser le projet initialement déposé.

Le VP Recherche rappelle que les lauréats de l'appel à projets EUR étaient, soit des structures de très grande taille, soit des structures avec des spécialisations de niches. Le projet de l'UAPV visait la structuration d'un axe scientifique. Il apparaît nécessaire d'ancrer le projet dans la politique de l'établissement et non d'adapter son contenu à l'appel à projets. Il faut également viser une implication très forte des partenaires internationaux qui souhaiteraient contribuer au projet.

Le VP Recherche précise qu'Aix-Marseille Université (AMU) développe quatre à cinq instituts sur des spécialités thématiques. Une structure porteuse crédibilise les projets vis-à-vis des partenaires industriels mais aussi des partenaires académiques au niveau international. L'amorce du prochain contrat quinquennal incite à échanger dès à présent sur ces questions d'ordre stratégique.

Un membre de la commission interroge le VP Recherche sur les moyens dont dispose l'établissement pour mettre en œuvre une restructuration de la Recherche. Si un coût de transition existe, il ne s'agit pas ici de créer une structure supplémentaire qui consommerait des ressources. L'UAPV doit optimiser ses

ressources propres notamment à travers le développement des partenariats.

Un autre membre de la commission pose la question de la valorisation des recrutements des doctorants. Le VP Recherche précise que les doctorants font partie de la force vive de la Recherche. Il conviendrait de développer des outils pour identifier les candidats assez tôt, dès le master 1 et pourquoi pas développer des programmes de stages. Cela pourrait relever d'une politique d'institut qui allierait une vision Recherche et une vision Formation.

5. ADDITIF - Etat-Région PACA – Appel à projets ouvert pour la Culture Scientifique (APOCS) 2018 : demande de subvention régionale d'un montant de 2.000 € dans le cadre de l'organisation de la journée du Réseau « Culture scientifique, technique et industrielle » de PACA prévue à l'UAPV le 13 novembre 2018 pour avis

Dans le cadre de l'appel à projets Etat-Région ouvert pour la Culture scientifique (APOCS) 2018, l'établissement dépose une demande de subvention régionale d'un montant de 2 000 € pour l'organisation de la Journée du Réseau de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) de PACA prévue le 13 novembre 2018 à l'Université d'Avignon.

Cette manifestation consiste en une journée de travail et d'échanges sur la CSTI, sur le thème de la vulgarisation scientifique et ses différents publics. Une soixantaine d'acteurs régionaux, membres du Réseau, y sont attendus.

Le VP Recherche soumet cette demande de subvention à l'avis des membres de la commission.

- ❖ La CR en formation plénière **émet un avis favorable à l'unanimité** sur la demande de subvention régionale d'un montant de 2 000 € dans le cadre de l'organisation de la journée du Réseau CSTI de PACA prévue le 13 novembre 2018 à l'UAPV.

6. ADDITIF - Etat-Région P.A.C.A. – Appel à projets « Fête de la Science » (APERFET) 2018 : demande de subvention Etat-Région d'un montant de 15 000 € dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Science prévue du 6 au 12 octobre 2018 à l'UAPV pour avis

Dans le cadre de l'appel à projets « Fête de la Science » (APERFET) 2018, l'établissement dépose une demande de subvention Etat-Région d'un montant de 15 000 € pour l'organisation de la Fête de la Science prévue du 6 au 12 octobre 2018 à l'Université d'Avignon.

Au programme de cet événement : un souk des sciences, une conférence Recherche et Développement, deux expositions, un village des sciences et deux représentations de théâtre scientifique à destination des scolaires.

Le VP Recherche soumet cette demande de subvention à l'avis des membres de la commission.

- ❖ La CR en formation plénière **émet un avis favorable à l'unanimité** sur la demande de subvention Etat-Région d'un montant de 15 000 € dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Science 2018.

7. Questions diverses

Evaluation HCERES du Centre Norbert Elias (CNE) – campagne d'évaluation 2017-2018 – vague D

Il est à préciser que ce point a été abordé en début de séance, avec l'accord des membres de la commission.

La Vice-présidence Recherche a été sollicitée par un membre de la commission afin que ce point soit présenté aux conseillères et conseillers au cours de la présente séance.

L'Unité Mixte de Recherche (UMR) du CNE fait partie de la vague D de la campagne d'évaluation HCERES 2017-2018. L'UAPV, tutelle de cette UMR, a reçu récemment le rapport provisoire d'évaluation du CNE. Cette évaluation n'est pas très bonne sur un certain nombre d'aspects, elle met en cause une politique d'établissement et elle recommande de s'interroger sur la cartographie de la Recherche au sein de l'Université.

La parole est donnée au conseiller à l'origine de cette demande.

Ce dernier remercie le VP Recherche et les membres de la commission d'avoir accepté de discuter de ce point.

Ce rapport d'évaluation pose les questions de fond suivantes : la séparation de deux équipes entre lesquelles les difficultés s'accumulent ; l'officialisation de l'autonomie de fait de l'Equipe Culture et Communication (ECC) et donc l'éventualité de son départ du CNE ; une scission officielle entre Avignon (UAPV) et Marseille (EHESS et CNRS).

La direction du laboratoire doit formaliser un retour à la tutelle principale de l'UMR, l'EHESS, sous quelques jours. L'ensemble des tutelles se concertera et transmettra au HCERES une réponse à ce rapport relative d'une part aux erreurs factuelles et d'autre part à des observations de portée générale.

Si les préconisations du HCERES sont suivies par les tutelles principales, la physionomie du CNE sera changée : soit la disparition du CNE à Avignon, soit la transformation de son périmètre actuel.

Le conseiller demande au VP Recherche de bien vouloir préciser la position de l'établissement à l'égard de cette évaluation.

Ce dernier rappelle tout d'abord que les axes identitaires de l'UAPV reposent sur des partenariats stratégiques. L'accord signé avec le CNRS et l'EHESS en 2015 en fait des partenaires essentiels.

Par ailleurs, le CNE regroupe deux équipes de recherche dont la vitalité scientifique est indiscutable en termes de production scientifique, de partenariats, d'encadrement de thèses, de publication scientifique et ce, indépendamment de ses modalités de fonctionnement.

Le comité d'évaluation note que le refus de l'établissement relatif à la délégation de signature au directeur de laboratoire entraînerait des difficultés dans l'organisation, l'administration et la gestion financière de l'UMR. Ces problèmes sembleraient limiter la capacité de l'encadrement à se consacrer pleinement à l'animation proprement scientifique. Il s'agit là d'une mise en cause assez directe de la politique d'établissement. Le Président de l'UAPV ne délègue sa signature à aucune directrice ni aucun directeur de laboratoire dont l'UAPV est tutelle. Ce choix d'établissement n'est, en rien, un obstacle au bon fonctionnement de ces UMR et aucune évaluation, ni celle de l'établissement, ni celles des unités, n'a pointé de difficultés liées à cette politique. Le CNE avait demandé une mutualisation des budgets. L'UAPV a accepté une mutualisation partielle et a demandé à ce que les questions d'organisation interne de l'unité soient discutées lors d'une réunion des tutelles précédant l'évaluation HCERES. Cette réunion n'a pas pu avoir lieu.

Par ailleurs, le comité relève qu'« il n'y a pas de local identifié CNE à Avignon ». C'est une observation erronée : l'unité est plutôt bien dotée en nombre de bureaux destinés exclusivement aux membres du laboratoire.

L'établissement regrette que cet éclairage ait été privilégié alors que les équipes avignonaises ont fait preuve d'une vitalité scientifique indiscutable, que leur contribution au bilan de l'unité est considérable et que l'UAPV a soutenu très fortement l'UMR ces dernières années. L'établissement a maintenu l'effectif enseignant-chercheur malgré le contexte global de réduction des effectifs, il a financé des programmes spécifiques et des contrats doctoraux fléchés vers l'axe identitaire « Culture, patrimoine, sociétés numériques » dans lequel le CNE joue un rôle central, des projets stratégiques ont été portés par l'établissement sur les thématiques du CNE (Villa créative Supramuros, Campus des métiers et des qualifications des industries culturelles,...).

Le VP Recherche donne la parole à Monsieur Stéphane Durand, Directeur-Adjoint du CNE et Responsable de l'Equipe Histoire de l'Europe Moderne et Contemporaine (HEMOC).

Celui-ci précise qu'il est satisfait de la reconnaissance par le comité du potentiel scientifique important et des résultats soulignés par le HCERES. Toutefois, il est regrettable que le rapport se soit davantage intéressé aux difficultés organisationnelles d'ordre budgétaire (manque de visibilité sur le budget global de l'unité) et fonctionnel (forme d'intégration assez hétérogène des deux équipes) vécues depuis plusieurs années par le laboratoire.

Les recommandations du HCERES ont été délibérées au sein de chaque équipe de l'unité. L'équipe des chercheurs marseillais considère que si l'équipe ECC développe un projet qui lui est propre, elle doit se doter d'une unité propre. Les membres de l'équipe HEMOC ont exprimé leur souhait de conserver le CNE, dont ils veulent rester membres et refusent toute solution locale de composition qui les en exclurait. Ils ne souhaitent pas participer à une scission de l'unité, laquelle les éloignerait des collègues marseillais avec lesquels ils ont développé une véritable collaboration scientifique.

Le VP Recherche note que le rapport du comité de visite souligne à de multiples reprises des difficultés de fonctionnement dont il considère qu'elles seraient liées à des logiques de site qui limiteraient la capacité de l'UMR à développer une politique partagée. Si les difficultés détectées correspondent à une réalité, cette bipartition fondée sur des critères géographiques paraît peu pertinente. D'autre part, en termes d'effectifs, l'UAPV est majoritaire au sein du CNE.

Le VP Recherche invite Madame Virginie Spies, Responsable de l'Equipe ECC, à prendre la parole.

Madame Spies estime que globalement le bilan de l'activité de l'Equipe ECC dressé par le HCERES est positif. L'Equipe ECC a relevé plusieurs erreurs factuelles et une confusion quant à la recommandation du comité relative à la sortie tantôt de l'Equipe ECC, tantôt des chercheurs du site avignonnais dans son ensemble. Par ailleurs, ce rapport ne mentionne pas la notion de sciences de l'information et de la communication et de culture, au cœur de la discipline de l'Equipe ECC. Elle précise que l'Equipe de Marseille a voté à l'unanimité la sortie de l'UMR de l'Equipe ECC. Les membres de l'équipe n'ont pas encore abouti leurs réflexions quant à la suite à donner aux recommandations du HCERES. Les discussions sont toujours en cours et l'équipe n'a pas encore procédé à un vote sur cette question.

Le VP Recherche précise qu'une telle décision ne doit pas être prise dans l'urgence. La sortie d'une tutelle ou d'une équipe doit être discutée entre les tutelles. Au préalable, il convient de mûrir un projet alternatif afin que l'Equipe ECC ait un véritable choix à opérer.

Le conseiller à l'origine de la demande de débat rappelle que l'intégration des deux équipes d'accueil avignonnaises au sein de l'UMR CNE avait, dès l'origine, créé certaines rigidités entre les tutelles principales dont le souhait se portait plutôt sur l'intégration de chercheurs. Le fonctionnement hétérogène des deux équipes s'est installé et a même été acté au sein de l'établissement : budget séparé, classement des projets et des contrats doctoraux par équipe. Le rapport pointe logiquement une réalité de fait. Les recommandations du HCERES appellent des réponses de fond.

Le VP Recherche reconnaît que le fonctionnement atypique des équipes du CNE doit être régularisé mais le positionnement du comité est problématique. Il s'est focalisé sur les questions administratives de l'unité en secondarisant son potentiel scientifique. Les évaluations HCERES se devraient d'être des outils d'aide au développement de la recherche et à la construction des laboratoires.

Un membre de la CR perçoit une agressivité certaine du rapport qui contraste avec la bienveillance habituelle dont fait preuve le HCERES à l'égard des autres unités de recherche. Il s'interroge sur le discours tenu au comité de visite.

Le VP Recherche précise qu'il a présenté la place particulière et positive du CNE dans la politique scientifique de l'établissement et les grands projets structurants en cours. Par ailleurs, il évoque certaines difficultés de communication entre les tutelles qui transparaissent dans ce rapport, notamment s'agissant des locaux UAPV dédiés à l'unité ou le reversement de la dotation du CNE au CNRS. Le VP Recherche

estime que le comité de visite n'était pas le lieu approprié pour soulever ces questions qui auraient pu être réglées, en amont, dans le cadre d'une réunion entre les tutelles.

Monsieur Stéphane Durand concède que les réponses apportées au comité de visite ont mis en exergue les discordances dans les modalités de fonctionnement de chacune des équipes. Le statu quo actuel ne peut pas fonctionner. La sortie de l'Equipe ECC peut être envisagée si un projet scientifique alternatif est proposé et qu'il obtient l'assentiment de tous ses membres. A défaut, les membres doivent accepter de s'aligner sur des pratiques communes, par l'établissement d'un budget commun et le développement d'une véritable collaboration scientifique.

Le VP Recherche précise que les difficultés organisationnelles de l'unité tiennent à une difficulté à construire un projet commun. La situation est difficile pour le Directeur de laboratoire et pour les équipes, indépendamment de cette évaluation. Ce rapport peut traduire une volonté de la direction de l'UMR que cette situation cesse.

Monsieur Eric Triquet, co-directeur de la FR Agorantic et membre de l'Equipe ECC, rappelle la place du CNE dans la politique scientifique de l'établissement et plus particulièrement au sein de la fédération de recherche. L'appartenance au CNE permet aux équipes de bénéficier de l'attractivité et du rayonnement de l'UMR, notamment en termes de développement des partenariats.

Le VP Recherche soutient qu'un projet alternatif consistant doit être proposé afin que chaque unité puisse bénéficier d'un environnement de recherche satisfaisant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h50.

Le Vice-Président de la Commission
Recherche,

Georges LINARES



Le Président de l'Université d'Avignon et
des Pays de Vaucluse,

Philippe ELLERKAMP